

Edito

Avec l'arrêt du projet de NDDL, cette année débute avec une décision que le monde de l'écologie espérait depuis plus de cinquante ans. Cette victoire, fruit d'une résistance active de militants paysans et écologistes, ne marque pourtant pas de rupture véritable dans la politique de transport ou d'artificialisation des sols (*). L'accroissement exponentiel du transport aérien n'est pas remis en question, les aéroports existants seront réaménagés à moindre coût que NDDL, les élus de la modernité continueront de parcourir librement le monde en low coast.

Dans le même temps d'autres voyageurs contraints se noient en méditerranée. Pouvant aller d'une clôture grillagée à un véritable mur, la séparation physique qui concerne aujourd'hui entre 6% et 18% des 250 000 kilomètres de frontières terrestres dans le monde (1) ne fait que croître comme croît la nécessité de l'exclusion de l'autre, du différent, de celui qui menace mon statut de dominant.

Sur un autre front on a pu célébrer le vote du parlement européen demandant l'interdiction totale de la pêche électrique... sans que soit mise en question la pêche intensive qui vide les mers sans aucune considération pour ce monde vivant en voie de disparition et mourant dans la souffrance d'une mise à mort par étouffement. Un peu plus au nord, l'ours polaire disparaît faute d'espace de chasse dans le silence d'une banquise en sursis. Les trois dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées, la fonte du pergélisol, bombe climatique à retardement, est engagée, et plusieurs centaines de millions de migrants climatiques devront, avant la fin du siècle fuir des terres devenues inhabitables. Sur fond de ce décor collapsologiste, les nouveaux rois de l'économie mondialisée contraints au nécessaire dépassement capitaliste des limites terrestres, concrétisent leurs délires de tourisme spatial et d'immortalité. Pour le commun des toujours mortels, les GAFAs investissent des milliards dans la voiture sans chauffeur avec l'objectif d'un monopole pour bientôt nous interdire de conduire... notre vie ?

Matthew B. Crawford, dans son fondamental

« éloge du carburateur » (2), nous avait montré comment ne plus être en capacité de contrôler ou réparer les outils qui nous entourent, la dévalorisation de l'activité manuelle, nous programmait à la délégation, à la confiance aveugle, à la pensée superficielle et constituait un processus de destruction de la démocratie.

Dans le même temps la Chine accroît la force de son monopole sur les métaux rares nécessaires pour fabriquer téléphones, éoliennes, panneaux solaires et autres batteries électriques indispensables pour que fonctionne le monde sous perfusion technologique qui est dorénavant le nôtre.

Les terres rares, et autres graphite, vanadium, germanium, platinoïdes, tungstène, antimoine, beryllium, fluorine, rhénium et prométhium sont au XXI^e siècle ce qu'était le charbon et le pétrole du XX^e. Pour soutenir le changement de notre modèle énergétique et des nouvelles technologies, il faut un doublement de la production des métaux rares tous les dix ans. Or comme leur nom l'indique ces terres sont rares et détenues à plus de 70% par la Chine, la Russie disposant quant à elle 46% du palladium et la Turquie 38% du borate. Aux guerres de l'acier et du charbon ont succédé celles du pétrole. Qu'en sera-t-il de celles nécessaires pour se garantir l'accès à des matières devenues vitales pour nos sociétés ultra technologisées, parallèlement en proie à la menace d'un climat en plein emballement ? Dans une prise de conscience embryonnaire de toutes ces données, Utopia faisait éditer il y a dix ans son premier manifeste salué par la presse pour avoir le mérite de déployer « un projet construit sur la nécessité d'échapper à la triple aliénation du dogme de la croissance, de la société de consommation et du travail comme valeur centrale autour de laquelle la vie devrait être organisée » (3).

Comment poursuivre notre utopie dans ce contexte environnemental et technologique est la question que nous nous posons avec tous ceux qui avec nous partagent ce constat.

Notre engagement au sein des jours heureux (*), pour la préparation des états généraux de la migration (*), notre participation à l'université du bien commun (*), l'engagement local plus direct

comme celui initié dans l'Avesnois (*) ou en soutien du projet CARMA sur le triangle de Gonesse (*) font partie des multiples formes que peut prendre notre action.

A la recherche d'un grand récit utopique non dystopique, capable de fédérer l'humanité vers une issue heureuse pour sa survie, comme le fit le Livre et sa promesse d'éternité pour les trois religions qui y puisèrent leur fondement, nous trouvons dans l'action collective mais aussi dans l'observation de la nature et dans l'art, la force et la possibilité de ce dépassement. L'art littéraire de Camus en est un exemple lorsque, décrivant dans son roman *La Peste* (1947) les habitants d'Oran confrontés à leur sort, il décrit leurs différentes formes de réaction : panique, indifférence, mysticisme et résignation. Le docteur Rieux, bientôt rejoint par d'autres volontaires, décide de résister ; son petit groupe s'organise alors pour soulager la souffrance et combattre le fléau. La peste, emblème du mal sous toutes ses formes, agit comme un révélateur qui met l'Homme face à lui-même, l'incitant au renoncement ou à la révolte. Pour Camus la révolte n'est pas un principe abstrait mais l'action nécessairement limitée d'un individu, la seule « valeur médiatrice » permettant de dépasser – provisoirement – l'absurde.

Cette valeur est celle qui nous anime collectivement. Portée par une bienveillance qui stimule l'échange, elle a séduit nos participant.es à notre UE (*) comme elle séduit auteurs et lecteurs de nos livres collectifs (*).

Ce nouveau numéro d'en mouvementS faisant état de nos engagements et de nos réflexions, se veut une fenêtre ouverte pour mieux connaître Utopia. Puisse sa lecture inviter la lectrice et le lecteur à pousser la porte de l'adhésion ou du soutien à un mouvement autofinancé et auto animé (!) par ses adhérent.es !

Pierre

(*) voir article en mouvementS n°5

(1) *Le Monde* – 04/02/18

(2) *Ed La Découverte* 2010

(3) *Alternatives Economiques* – 01/07/08

Utopia, qu'est ce que c'est ?

Le « *Mouvement UTOPIA* » est une association d'éducation populaire à but non lucratif, qui vise notamment à élaborer un projet de société solidaire, écologiquement soutenable et convivial dont l'objectif est le « *buen vivir* ». Le *Mouvement Utopia* soutient depuis sa création en 2000 la déconstruction des aliénations de nos sociétés : le dogme de la croissance comme solution à nos maux économiques, la croyance en la consommation comme seul critère d'épanouissement individuel, la centralité de la valeur travail comme seul mode d'organisation de la vie sociale.

Le *Mouvement Utopia* a pour objectif premier l'élaboration collective d'un grand projet de société. Nous co-construisons ce projet en établissant des ponts entre la société civile, les mondes politique, académique, culturel et les citoyen-ne-s engagé-e-s.

Ce projet de société, en construction permanente, est basé sur cinq principes constituants :

- 1) La nature, bien commun de l'humanité ;
- 2) L'accès universel aux droits fondamentaux ;
- 3) La souveraineté alimentaire ;
- 4) La liberté de circulation et d'installation des personnes ;
- 5) Le développement de nouveaux espaces de démocratie.

Utopia, je donne, j'adhère !

Soutenir le mouvement, recevoir en mouvementS et un livre gratuit par an; profiter de 50% de réduction sur tous nos livres !

Et si avez la chance de payer des impôts, profitez de la déduction fiscale de 66% sur votre adhésion ou votre don !

Bulletin d'adhésion sur mouvementutopia.org

De l'île d'Utopia de Thomas More à l'Archipel citoyen "Osons les Jours Heureux"

« Le pire n'est pas exclu, mais le meilleur reste possible », Edgar Morin.

Depuis un peu plus d'un an, Utopia est membre actif d'un regroupement d'une cinquantaine d'associations de la société civile¹ qui veulent réfléchir et agir ensemble pour construire une société plus écologique, plus démocratique et plus solidaire. Conscients, pour reprendre le début de l'appel d'Edgar Morin que « nous sommes innombrables mais dispersés », mais aussi que notre diversité est une richesse, nous avons décidé de nous réunir pour définir une charte de principe et de valeurs et imaginer un nouveau modèle de gouvernance.

Un des objectifs principaux de ce regroupement est de coopérer autour de certaines thématiques et actions afin d'atteindre une masse critique pour être audible et plus efficace.

Petit historique

Au départ, fin 2016, un collectif publie l'ouvrage « Et nous vivrons des jours heureux » chez Actes Sud. S'inspirant de l'idée du programme « Les jours heureux » du Conseil national de la Résistance de 1944, il imagine ce que pourrait être en 2017 un programme ayant cette vocation. Cent auteurs, 120 propositions pour résister et créer, destinées à être soumises aux candidats à l'élection présidentielle de 2017. Ensuite, ce collectif contacte certaines associations, dont Utopia, pour porter cette idée et cette action.

En février 2017, des représentants de ces mouvements et associations se réunissent lors d'un séminaire pour élaborer 25 mesures² prenant en considération les indispensables mutations écologique, sociale et démocratique. Pour qu'une véritable réappropriation citoyenne du politique se mette en mouvement, ces mesures seront présentées aux candidats des présidentielles.

Puis, lors d'un deuxième séminaire en novembre 2017 réunissant les mêmes acteurs, la décision de continuer à réfléchir et travailler ensemble sur des propositions et actions de moyen/long terme a été actée. Les textes fondateurs dont la charte des valeurs ont été adoptés, ainsi que les principes de fonctionnement de ce rassemblement qui se nomme maintenant **l'Archipel citoyen Osons Les Jours Heureux**.

L'Archipel citoyen n'est pas une fédération imposant à ses membres de rejoindre une organisation similaire, à la manière d'une fédération de syndicats ou d'associations locales ou sectorielles. Son organisation est beaucoup plus fluide, non pyramidale mais efficiente.

L'Archipel citoyen n'est pas non plus une simple collection d'îles (associations), rassemblées sous l'étiquette facile et floue de « mouvement issu de la société civile ». Aucune organisation qui le compose ne peut prétendre fédérer les autres ou en avoir le leadership, mais il ne s'agit pas non plus d'un collectif fonctionnant selon les bonnes volontés des uns ou des autres. S'il n'a pas vocation à devenir un parti politique, il se veut profondément ancré dans le politique.

Cet Archipel doit être un lieu vivant de transformation sociale et de transformation personnelle

impliquant un changement du rapport au pouvoir et l'application de l'intelligence collective pour un « Bien vivre en actes »

Sa raison d'être a été formulée comme suit :

« Pour bâtir ensemble et vivre dès maintenant des jours heureux, relient les acteurs de la transition écologique, sociale et démocratique. Faisons de la diversité et du foisonnement des initiatives une force citoyenne capable de résister au désordre établi, de bousculer et de dépasser un système destructeur grâce à nos propositions et nos actions. »

Les grands principes de fonctionnement de l'Archipel citoyen: (extraits des textes fondateurs)

Pour éviter les écueils que rencontrent beaucoup de collectifs, entre un fonctionnement pyramidal, contraire aux principes que nous souhaitons contribuer à mettre en œuvre au sein de la société et un fonctionnement horizontal sympathique mais inefficace, il fallait expérimenter d'autres voies. Ce nouveau paradigme nécessitait d'inventer une nouvelle forme d'agir ensemble, respectueuse de la culture, de l'histoire et des modes d'organisation de chacun, mais soucieuse aussi de cristalliser la force que représente cette diversité et ce foisonnement par souci d'efficacité.

L'idée d'un « Archipel citoyen » correspond à un nouveau paradigme d'organisation et de fonctionnement. Cet archipel se fonde sur le projet d'un autre rapport au pouvoir : il s'inspire des poètes du métissage qui vivent la réalité des archipels, en particulier des Caraïbes où chaque île a sa culture propre. Ces notions d'*Archipel*, d'*îles*, de *lagon*, d'*identité-racine* et *identité-relation* ont été en partie empruntées au poète antillais Edouard Glissant.

- « **L'Archipel citoyen Osons les Jours Heureux est constitué d'une cinquantaine d'îles-membres, soit les associations qui en font partie.** Son objectif n'est pas de construire ni d'imposer une métastucture, mais de favoriser des synergies et de créer une masse critique, afin d'augmenter le poids de la société civique dans le débat politique.

Chacune des *îles-membres* possède une histoire, des particularismes et un écosystème qui lui sont propres c'est son identité-racine. Par ailleurs, chaque île tisse des relations avec les autres îles, mais aussi avec l'extérieur de l'archipel : c'est son identité-relation.

Ces *îles-membres* appliquent à leurs relations une culture de la confiance et de la bienveillance, libérant ainsi une énergie créatrice.

- La gouvernance de l'Archipel citoyen est assurée par ce que nous avons appelé *l'Assemblée du lagon*. Plusieurs fois par an, des représentants des îles-membres se retrouvent et des initiatives communes sont proposées.

- *L'Assemblée du lagon* a plusieurs rôles : définir la « feuille de route » et la stratégie de l'Archipel citoyen et le représenter dans ses relations avec l'extérieur, valider l'entrée de nouvelles îles (ou leur exclusion), ratifier les projets soumis à l'Archipel et veiller à leur bonne exécution, arbitrer si nécessaire les décisions.

Pour la représenter à *l'Assemblée du lagon*, chaque île-membre mandate, selon le processus de désignation de son choix, une ou deux personnes nommées au minimum pour une année, idéalement une femme et un homme. Elles sont chargées de créer puis de renforcer les liens entre les îles-membres,

en particulier grâce à des actions communes.

Au sein de *l'Assemblée du lagon*, les décisions se prennent si possible par consentement, sinon par mise à plat des désaccords avant de rechercher à nouveau un consentement.

En dernier lieu, les décisions se font par vote pour éviter tout blocage : dans ce cas, chaque île-membre, petite ou grande, dispose d'une seule voix. Le lagon n'est pas le centre de l'archipel, au sens d'un pouvoir central hiérarchique ; les initiatives et l'énergie restent au niveau des îles-membres.

- *L'Assemblée du lagon* oriente la politique de l'Archipel citoyen, définit sa stratégie et valide les actions faites en son nom, mais elle n'a pas de rôle opérationnel. Pour porter ensemble leur vision des Jours Heureux, les îles-membres ont créé un outil au service de leurs actions communes appelé *le voilier-atelier*. Celui-ci a une mission d'information, de relance et de mutualisation des moyens auprès des îles-membres, de mise en place d'outils collaboratifs, et de gestion du site Web. Il devrait prochainement avoir un salarié permanent.

- *Les Pirogues-projets*. Si quelques projets peuvent être portés par l'ensemble de l'Archipel, ceux-ci ne peuvent être qu'en nombre limités ; le Municipalisme, le tour Alternatiba en feront partie. Mais d'autres projets ou actions peuvent être initiés par seulement une ou quelques îles-membres, sans entraîner les autres. C'est pourquoi les îles-membres qui souhaitent coopérer en petits groupes pour mener certaines actions construisent des *pirogues-projets*, dans lesquelles toutes celles et ceux qui sont intéressés peuvent embarquer. Chaque *pirogue-projet* est créée par la décision commune d'au moins deux îles pour une durée courte et déterminée et avec des objectifs clairs et planifiés. La mission du *voilier-atelier* sera d'assurer la cohérence de l'action et une réelle synergie.

Les participants à l'Archipel ont décidé d'expérimenter ces principes de fonctionnement pendant un an. L'objectif est de soutenir les actions portées par ses membres et de créer des synergies autour de projets communs pour pallier la dispersion des moyens et à l'éparpillement des ressources. Au bout d'un an, le bilan des succès et des échecs sera dressé pour en tirer les leçons.

L'expérimentation permettra de mesurer la force de la relation entre les îles et l'apport de ce nouveau modèle de gouvernance au Bien vivre en actes.

L'évaluation finale aura lieu lors d'un séminaire en novembre 2018.

Si l'expérience s'avère concluante, le nombre d'îles membres, actuellement limité à cinquante, pourra évoluer afin d'augmenter notre influence dans le débat politique.

Denis

1 - Dont le Collectif Roosevelt, ATTAC, Alternatiba, Bizi, Université du bien commun, Pouvoir Citoyen en Marche, NégaWatt, Nuit Debout Paris République, Emmaüs France, Dialogues en Humanité, Pas Sans Nous, Les Convivialistes, Le Printemps de l'éducation, Mouvement Français pour un revenu de base, Labo ESS, End Ecocide on Earth, CRIIRAD, l'Université du bien commun...

2 - <http://les-jours-heureux.fr/category/25-mesures/>

Une Université du Bien commun

Lancée avec la participation d'utopien·ne·s, l'**Université du Bien commun** revendique l'utopie comme postulat, et comme moteur fondateur d'une philosophie politique d'engagement sur une vision à long terme. Le concept est né sous l'égide de Riccardo Petrella, économiste, altermondialiste et fondateur du *Groupe de Lisbonne* qui regroupe dix-huit personnalités différentes.

Le principe fondateur des Universités du Bien commun

Le principe fondateur est avant tout celui de **considérer la connaissance comme un bien commun et public**. A titre privé personne ne peut en revendiquer la propriété. Elle n'est donc pas une marchandise dont on peut faire commerce, elle ne peut donc pas être livrée à la compétitivité et à l'exclusion par l'économie.

Les modèles de développement de nos sociétés, la mondialisation, la globalisation ont engendré des avancés comme des reculs en terme d'humanité, de culture, d'altruisme, d'éducation, d'information de créativité, d'inventivité. Pour que les femmes et les hommes retrouvent une empreinte d'humanité, dans le respect de l'autre et de la planète, et qu'ils ne subissent pas la déshumanisation ou l'acculturation par le fait même d'être dépossédés des biens communs, il nous apparaît essentiel d'encourager l'audace pour réhabiliter la liberté de la connaissance.

C'est une position confirmée et partagée par les scientifiques réunis en août 2016 lors du Congrès géologique international au Cap, Afrique du Sud et qui ont déclaré que le passage à l'anthropocène, « l'ère de l'homme » et la crise de l'environnement qui s'en est suivie, ne pourra pas être surmontée sans de nouvelles politiques qui reconnaissent que tout individu doit pouvoir accéder et disposer librement des biens communs.

Il nous apparaît dès lors la nécessité de changer d'imaginaire pour passer d'une économie de la prédation et de l'auto-prédation à une économie de la relation entre les ressources, les biens et les êtres vivants. Cela induit de considérer à nouveau l'argent comme un moyen et non comme une finalité.

Les Universités du Bien communs dans le Monde

En France, le programme de cette université comprend sept rencontres, ateliers, débats, et projections, dont les sessions gratuites sont ouvertes au public.

En 2017 se sont tenues à Paris trois sessions avec les thèmes suivants : « *Biens communs, quelle histoire* » en octobre, « *L'eau : vers un bien commun mondial ?* » en novembre, et « *Biens communs : une alternative aux modèles de société dominants ?* » en décembre.

Pour 2018 les sessions mensuelles porteront sur les thèmes suivants : « *La technologisation de la vie et ses conséquences. Les technosciences en démocratie* », le 13 janvier, « *Sous le bien commun : des savoirs techniques et relationnels. Les constructions du rapport au vivant* » le 10 février, « *Néocolonialisme et communs – savoirs autochtones, brevetage du vivant* », le 24 mars, « *Situations d'expérience : la culture des Biens Communs à l'Université* » le 21 avril. (Pour participez, contactez nous !)

A l'heure actuelle plusieurs UBC, se sont développées à travers le monde autour de quatre facultés « à l'intersection de divers champs et chemin de la connaissance, en Italie, au Pays Bas, en Belgique et en Argentine : **la faculté de l'eau** (un bien public mondial par définition), **la faculté de l'altérité** (l'existence de l'autre étant la condition sine qua non de notre existence individuelle et collective), **la faculté de la mondialité** (la mondialisation de la condition humaine est toute autre chose que la globalisation des marchés, de la finance, des entreprises et des technologies à l'homme du capitalisme marchand, financier et spéculatif.), **la faculté de l'imagination** (toute connaissance a pour origine l'imaginaire).

Chaque université crée des parcours éducatifs différents en durée et en niveau d'approfondissement selon les objectifs qu'elle se fixe et les moyens dont elle dispose.

Utopia et les biens communs en raccord avec l'actualité !

Ma présence en tant qu'utopien à toutes les réunions de préparation de cette **Université du Bien commun** m'a permis de connaître ce projet, d'établir une relation entre ses objectifs et ceux de notre mouvement, ainsi que de réfléchir sur ce concept.

Utopia propose dans ses réflexions de nombreux éléments nécessaires à la construction d'un chemin vers le bien commun, et j'ai été amené à constater que nos objectifs et ceux de l'université sont complémentaires.

La nécessité d'actualiser le bien commun répond aux profondes transformations sociales que nous vivons et qui sont soumises à une éthique individualiste.

Le devoir d'unir les principes de liberté et d'égalité, émanant de la Déclaration universelle des Droits humains donnent un nouvel élan à l'ancienne idée de bien commun qui a plus de 2000 ans d'existence et qui apparaît déjà dans les écrits d'anciens grecs Platon et Aristote, du romain Cicéron et des premiers chrétiens. Aujourd'hui le bien commun est un concept peu utilisé et il est fréquemment confondu avec le concept d'intérêt public ou d'intérêt général.

Dans la pensée des anciens grecs et de Cicéron, le bien commun était défini comme « forme du bien », utilisant aussi l'idée du bien « plus élevé ». Aujourd'hui on considère qu'ils se référaient à la société et qu'ils pouvaient l'atteindre seulement à travers celle-ci, mais partagé de façon individuelle par chacun de ses membres.

Dans ce sens les intérêts individuels apparaissent interagissant avec ceux de la société dans son ensemble. Il s'agissait d'un terme impliquant l'honnêteté et une éthique qui ne pouvait pas se réduire seulement à une vision utilitariste.

Les biens des particuliers ne se confondent pas avec ceux qui sont dans la catégorie du bien commun, mais ils sont interdépendants. A cause de cela, il faut remarquer le fait que le bien commun est individuel en même temps que socialisant.

Ici devient visible le contraste entre la société et l'individu auquel, selon la Déclaration universelle des droits humains, lui revient la priorité puisqu'une des conditions des sociétés modernes est de veiller à la réalisation des droits de ses membres.

Ces droits sont le résultat des quatre transformations historiques qui ont conditionné et facilité l'avènement de l'aspiration à un bien commun de portée universelle dont voici les plus déterminants :

- le processus historique qui conduit à l'autonomie du pouvoir politique de tout autre pouvoir, soit-t-il métaphysique ou économique.

- la genèse d'une distinction entre la sphère politique et la sphère religieuse,

- l'instauration de la liberté de conscience comme revendication politique majeure,

- la période historique où sont nés les principes démocratiques qui renvoient au peuple souverain la pleine responsabilité politique de ses sociétés.

C'est dans l'avènement progressif et la matérialisation de ces quatre conditions exprimées en 1948 dans la Déclaration des Droits Humains que s'enracine, mais mise à jour, l'idée d'instituer ce bien commun de portée universelle.

Miguel

Une aventure utopienne : Ecrire des livres à plusieurs centaines d'auteur·e·s

Plusieurs livres écrits collectivement par les membres du Mouvement Utopia, sous la forme « Idées reçues et Propositions », ont été édités par notre maison d'édition.

Leur mode de fabrication est le suivant : une ou plusieurs thématiques sont proposées par les adhérent·e·s et soumises à l'approbation des participant·e·s de notre université d'été.

Une fois le thème adopté, un petit groupe de rédacteurs (tous les volontaires sont les bienvenus !) se met au travail pour établir un sommaire, recenser les recherches à effectuer et se lancer dans une première rédaction.

Ces premiers éléments sont présentés aux adhérents à l'occasion de réunions locales ou nationales et font l'objet de premières discussions qui alimentent le travail des rédacteurs·trices et permettent une appropriation du sujet par l'ensemble des utopien·nes.

Une première rédaction complète est ensuite transmise aux adhérent·es afin de leur permettre de formuler des amendements. Transmis via internet, ceux-ci sont collectés par un groupe de pilotage qui va intégrer directement dans le texte les remarques de bon sens et intégrer sous forme d'amendements soumis à discussion ceux qui posent des questions nécessitant débat.

Lors de nos réunions nationales annuelles (Université d'été et Conseils nationaux), les amendements sont discutés, et souvent modifiés avant d'être approuvés ou rejetés par vote de l'ensemble des présent·es.

Au terme de ce processus collectif, le livre est prêt à être publié : un ou deux ans ont pu être nécessaires pour le rédiger.

Faisant suite à des livres sur *les sans papier, le nucléaire, le travail, l'alimentation, les communs*, le dernier livre collectif finalisé cet automne a pour thème *La démocratie* (parution mai 2018).

D'autres livres sont en chantier.

Ils ont pour thème *la culture de la paix, le féminisme, le revenu de base, l'éthique animale, les migrants*. Ce dernier, et peut être d'autres, devrait être débattu cet été lors de notre université. Libre à chacun·e de participer aux ateliers de rédaction... qu'on se le dise !

Soyez journaliste utopia !

Ce journal est avant tout le vôtre !

Faites-nous part de vos « mouvements », partagez vos utopies concrètes ou non, vos lectures, vos images, vos idées... Faites-nous vivre vos actions locales comme sources d'expériences à partager !

Une adresse mail : journal@mouvementutopia.org
Et pour toute autre info, adhésion, etc, tout est sur le site du mouvement : www.mouvementutopia.org

2018 : les états généraux des migrations

En juin 2017, 470 associations et collectifs citoyens parmi lesquels Utopia, appelaient le nouveau chef de l'État et son gouvernement à organiser une Conférence nationale sur la politique migratoire de la France.

Pour seule réponse, les pouvoirs publics ont développé d'un côté un discours alliant « humanité et fermeté » et de l'autre, sur le terrain, la chasse aux personnes migrant.e.s dans les Alpes, près de Calais et partout en France, tandis que les procès de citoyen-ne-s solidaires se succèdent.

Associations et collectifs citoyens ont décidé de s'organiser pour que leurs constats, leurs exigences et leurs propositions soient rendues possibles. Le 21 novembre 2017 à Paris, une délégation d'associations annonce par conférence de presse le lancement d'Etats Généraux des migrations. Il s'agit d'un processus sur le moyen et long terme, visant à s'affranchir des logiques de l'urgence humanitaire afin de prendre le recul nécessaire pour penser les choses en termes politiques.

Les Etats Généraux tendent à mettre en commun des expériences et des expertises pour créer de l'intelligence commune. Ils sont l'occasion de dynamiser un réseau déjà existant et de le renforcer par un travail collectif sur des questions de fond.

Leur finalité est de démontrer que la solidarité et l'accueil sont majoritaires au sein de la société française !

1. Objectifs des Etats-généraux

1. Associer pleinement les personnes migrantes, les personnes solidaires et engagées et les associations et collectifs dans une réflexion et co-construction radicalement différentes des politiques menées par les pouvoirs publics.

2. Construire un rapport de force rassemblant autant d'acteurs.trices de la société civile que possible, pour dénoncer les situations inacceptables qui ont cours sur le territoire français et se mobiliser par rapport au prochain projet de loi du gouvernement.

3. Construire collectivement des propositions pour

démontrer qu'une autre politique migratoire est possible, qu'il existe des politiques et des pratiques alternatives.

4. Plus globalement, construire un mouvement d'opinion potentiellement majoritaire pour s'opposer à une vision erronée, culpabilisante et trop souvent xénophobe des migrations et des personnes migrant.e.s.

2. Qui participe ?

Les Etats Généraux reposent sur l'engagement d'associations nationales, d'associations locales et de collectifs citoyens au niveau des territoires. Le périmètre des groupes de travail locaux est laissé à l'appréciation de chacun selon ce qui leur semble pertinent vis-à-vis des problématiques du territoire. Les groupes locaux peuvent choisir les modalités qui leur correspondent. Ce cadre de concertation est l'occasion de reconfigurer des cercles déjà existants et de donner l'opportunité de dépasser certains clivages avec l'arrivée de nouveaux éléments.

Les Etats Généraux sont coordonnés par le groupe de facilitation à l'échelle nationale. Sur les territoires, ils sont autogérés par des groupes locaux, constitués par les associations/collectifs qui en ont la volonté. Avec ce cahier méthodologique, tout est mis à disposition pour que celles et ceux le pouvant et le voulant puissent organiser des consultations (le groupe de facilitation n'a pas à donner son accord préalable).

3. Quand ?

Dès que vous le pouvez !

4. Comment ?

1ère étape :

Chaque collectif, par exemple un groupe local Utopia, peut inviter à la fois les collectifs/organisations/personnes qu'il a l'habitude de côtoyer, sans oublier d'élargir ce premier cercle à d'autres.

Par exemple :

- Si des collectifs très actifs auprès des personnes migrant.e.s sont absents, veiller à leur diffuser

l'information.

- Il peut être intéressant d'identifier quelques personnes ou groupes d'un cercle plus éloignés qui pourraient apporter une perspective intéressante et/ou du soutien logistique, médiatique (chercheur.rs.ses/universitaires, syndicats, etc).

Le rythme des rencontres est à agencer selon les spécificités des acteurs.trices en présence sur les territoires. Il doit cependant permettre de consacrer suffisamment de temps à la concertation nécessaire.

Il s'agit d'enclencher une véritable dynamique. La multiplication de sous-groupes thématiques ou affinitaires, ponctuels ou réguliers est encouragée.

Des événements ou actions ponctuelles pourront être organisés sous la bannière des EGM et nourrir la dynamique, faire vivre le processus.

2ème étape :

Un rendez-vous national est fixé au printemps 2018 pour rendre compte des travaux et réflexions des groupes locaux et dégager des leviers d'actions. Sans compter les actions collectives menées en parallèle de la concertation du premier semestre, en lien et au-delà du réseau des Etats Généraux.

Et ensuite...

Le processus des Etats Généraux s'inscrit dans la durée. Passée cette première phase de concertation nationale, elle n'est donc qu'une première étape, visant à commencer à infuser dans le débat public des propositions alternatives concernant les politiques migratoires. Il sera ensuite nécessaire de poursuivre la dynamique, non seulement pour porter collectivement nos propositions, mais également pour continuer à élargir le débat avec d'autres acteurs, notamment au niveau européen.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site : www.eg-migrations.org

3 questions à Stéphane Bikialo et Julien Rault, auteurs d' « Au nom du réalisme ».

D'où vous est venue l'idée de vous intéresser aux usages politiques du mot "réalisme" ?

D'un agacement devant le pouvoir quasi magique de ce mot, formidable artifice rhétorique qui à lui seul semble clore le débat.

Au nom du « réalisme », les politiques les plus injustes socialement et économiquement, les plus abjectes dans le traitement des réfugiés, les plus catastrophiques écologiquement... sont mises en place et revendiquées comme une évidence, comme la seule solution envisageable ; le mot « réalisme » semble à lui seul interdire toute discussion.

Faire un arrêt sur ce mot a représenté pour nous une manière de rappeler sa dimension idéologique, ses connotations historiques, de lui enlever un peu de cette pseudo-neutralité qui lui permet de fonctionner comme une évidence, comme une injonction naturelle et impossible à remettre en cause.

Comment avez-vous procédé pour décortiquer ces usages ?

Nous sommes partis d'emplois du langage quotidien (« Sois réaliste ») et de textes littéraires (de Bernard Noël, de Lydie Salvayre notamment) qui remettent en cause le « réalisme » comme mode d'accès au réel en soulignant qu'il renvoie bien plutôt à une réalité construite idéologiquement.

Et nous avons surtout remarqué que derrière les

apparentes différences dans la revendication du terme (des pétainistes des années 1940 aux macroniens de 2017), l'approche linguistique qui est la nôtre permettait d'établir des convergences

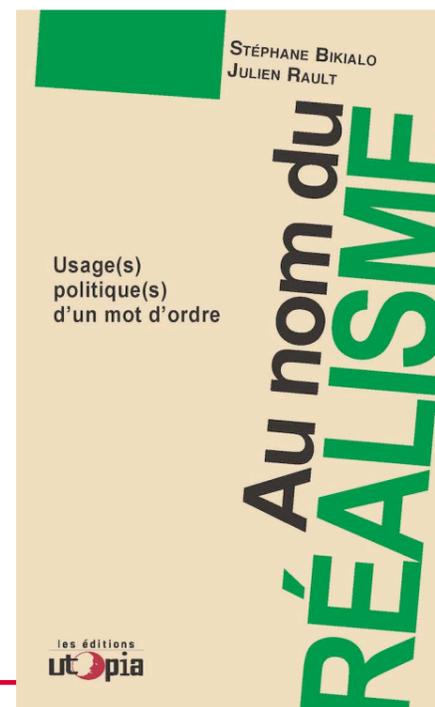
Nous avons alors inversé la démarche et analysé très systématiquement les usages du mot dans les discours politiques réunis sur le site « vie publique » (qui rassemble les discours officiels de Pompidou à aujourd'hui) et dans certains discours politiques récents où le « réalisme » était central : François Hollande à l'occasion du 150e anniversaire du parti social-démocrate allemand en mai 2013, Emmanuel Macron devant le parlement réuni en Congrès en juillet 2017, etc.

En observant ses contextes d'emploi, les termes qui lui sont associés (présentés comme équivalents ou opposés), la manière dont le mot est amené, nous avons pu établir un spectre sémantique assez cohérent de ses usages à travers l'histoire, qui ne représente pas une surprise mais qui permet de valider la dimension stratégique et très fortement idéologique de l'emploi de ce terme.

Le réalisme de M. Thatcher est-il le même que celui d'E. Macron ?

Si le réalisme de M. Thatcher est celui de « Il

n'y a pas d'alternative » (TINA), c'est-à-dire qu'il assume une forme d'immobilisme et de conservatisme, celui d'E. Macron cherche à donner l'impression d'un mouvement – en accord avec le mot d'ordre « en marche » –, d'un réalisme comme démarche politique mobile – en accord avec la « rapidité » et la « complexité » du monde non plus comme il est mais « comme il va » –. L'évolution n'est qu'apparente : il s'agit bien, comme dans les usages traditionnels du « réalisme », d'une politique statutaire, d'héritiers, qui vise à perpétuer, voire à renforcer, à ancrer plus solidement les inégalités, toujours au nom du réalisme.



Un nouvel utopien à l'université d'été 2017

Sur le chemin du retour de l'université d'été du Mouvement Utopia, alors que je roulais seul vers Toulouse (oui, je sais, ce n'est pas très écolo, mais d'habitude Blablacar ou autres auto-stoppeurs-euses m'aident à me donner bonne conscience), je laissais mon esprit divaguer avec plaisir parmi les souvenirs tout frais de ces trois jours passés à Mandelieu - la Napoule (oui, je sais, ce n'est pas très prudent, mais... heu... bon...).

C'est Jean-Pierre qui m'a fait connaître Utopia. Un jour, chez lui, j'ai posé la main sur un bouquin des éditions Utopia ; une discussion s'en est suivie, qui en entraîna d'autres.

A ce moment-là, je voyais ce mouvement un peu comme un think-tank de gauche, qui se distinguait des autres groupes de réflexion sans pour autant que je sache définir en quoi.

Avec Jean-Pierre nous sommes adhérents à la même association de consommateurs-trices type Amap. Avec lui et d'autres membres nous avons monté une association « cagnote solidaire » afin de permettre au maraîcher de financer par un prêt à taux zéro une partie de ses investissements et par là de faire vivre concrètement la solidarité mangeurs-euses de légumes/producteur-trice.

Je l'ai vu aussi s'engager dans les dernières législatives, non pas comme un militant politique qui veut être élu à tout prix, mais comme un candidat qui veut faire avancer des idées aussi simples et vitales que la solidarité, l'accès aux biens et droits fondamentaux, le collectif, le respect de l'autre de l'environnement, la citoyenneté. Ce que l'on pourrait regrouper sous le terme altermondialisme. Aussi quand il m'a invité à venir à l'université d'été d'Utopia la curiosité m'a fait accepter.

Je me suis alors un peu plus renseigné sur Utopia et sa maison d'édition. Via le moteur de recherche Qwant (il n'y a pas que Goo...), des noms sont vite montés sur l'écran de mon ordinateur : André Gorz, Benjamin Coriat, Edgard Morin... J'avoue que cela a un peu refroidi mon élan, non à cause des idées portées par ses grandes personnalités, bien au contraire, mais comment dire, tout d'un coup je me suis senti petit malgré mon mètre quatre-vingt six...

Et puis, qu'est-ce que j'allais faire pendant trois jours avec des intellos ? Ils, elles sont sûrement très intéressants-es, avec de telles références il ne peut en être autrement, et leur travail est plus que jamais nécessaire à notre société, mais ils elles doivent sûrement être à mon goût un peu trop éloigné-e-s du concret de la vie quotidienne. Mais bon, je me suis engagé... j'y vais !

Le jeudi 28 septembre étant consacré aux débats, votes et amendements sur le livre collectif « Idées reçues sur la démocratie » - « Propositions », je décidais de n'arriver que le soir après dîner.

Je n'avais pas réfléchi à ce que le service d'accueil du village de vacances soit fermé, mais l'organisation d'Utopia est au point.

On avait gentiment récupéré la clef de ma chambre et on l'avait glissée dans le cabas d'accueil offert à chaque participant-e.

Ces « intellos » sont bien organisé-e-s et ont le souci d'autrui !

Histoire de me faire une première idée, après avoir 'pris possession' de ma chambre, les débats n'étant pas terminés, je rentrais dans la grande salle où ils se tenaient et m'asseyais sur les gradins surplombant les tables où se trouvait une partie de l'assemblée.

J'assistais alors à une chose rare. Après lecture d'un chapitre du livre, des amendements s'y reportant, les débats étaient ouverts. Ayant une longue expérience de militant syndicaliste, je sais que cette dernière partie peut s'avérer des plus difficiles à mener.

Fréquemment lors des conseils nationaux de mouvements, d'organisations politiques ou de syndicats, l'ardeur pour imposer les idées, les calculs

d'influence, les alliances plus ou moins loyales entre différents courants faussent le débat démocratique. Ici rien de tout cela, bien au contraire !

Non seulement la volonté est que chacun-e puisse s'exprimer et exposer ses points de vue, mais une attention particulière est portée à ce que la construction soit collective. Recherche du compromis, oui, mais d'un compromis qui soit toujours conforme aux idées défendues, aux valeurs portées.

Il ne s'agit pas d'aménager les susceptibilités ou les courants mais bien de construire ensemble un texte en restant fidèle aux idéaux portés par Utopia.

La démarche est souvent affichée mais ici elle est bien réelle et c'est si rare que de suite elle me saute aux yeux.

Il s'agit là d'une constance que j'ai pu vérifier tout au long de ces trois jours, que ce soit lors des tables rondes, des conférences débats ou des ateliers. Des temps forts de grande qualité non seulement due à la valeur des intervenant-e-s et participant-e-s mais aussi à un élément qui pour moi est essentiel. Portées par leurs convictions, ces personnes sont engagées dans des associations, des partis politiques, des syndicats, dans leur métier. Ils mettent leurs idéaux en pratique et les vivent. Des 'Jean-Pierre' quoi...

Ainsi, par exemple, j'ai pu concrètement m'en apercevoir durant ma participation à l'atelier « libre-installation et circulation ». Cet atelier regroupait pour l'essentiel les participant-e-s à l'écriture collective d'un livre sur l'immigration.

Bien souvent de tels ouvrages s'appuient sur un flot de statistiques, de chiffres, de tableaux. Ici au contraire les échanges sur les thèmes abordés, les nouvelles propositions à inclure, l'argumentaire à développer, les solutions à proposer, les termes à employer tout s'appuyait sur l'expérience des un-e-s et des autres dans le cadre de leur engagement dans une association d'aide aux migrants, ou l'exercice de leur métier.

Il ne s'agissait pas de lancer des idées généreuses, mais d'élaborer des propositions justes qui répondent aux besoins fondamentaux des personnes en situation de migration en repartant bien de leur condition de vie.

La dimension humaniste du mouvement est prégnante. Elle se voit dans l'engagement des participant-e-s, elle se lit aussi dans la liste des sujets abordés lors des ateliers : migrations, culture de la paix, souveraineté alimentaire, féminisme ; dans les deux films proposés en soirée « Des lois et des hommes », « Le maître est l'enfant » ; dans des détails sur le déroulé même du programme comme ces lectures de poèmes proposés par l'un ou l'autre des participant-e-s avant l'ouverture d'une table ronde ou d'un débat.

L'humain est au centre, le Buen Vivir l'objectif.

Je pourrais ainsi détailler l'ensemble de ces trois jours. Je vous invite plutôt à les vivre et venir à la prochaine université d'été.

Me voilà bien loin de « l'idée reçue » que je m'étais fait avant de venir.

Utopia m'apparaît maintenant comme un lien un trait d'union entre la société civile, le monde social, le monde politique ou intellectuel, comme un carrefour où se retrouvent des personnes de convictions et engagées, où s'élabore et se construit les bases d'une société autre.

La question ne s'est pas posée à moi, c'est plutôt l'évidence et l'envie qui m'ont poussé : j'ai adhéré ! J'ai adhéré afin de participer à mon niveau, avec mes moyens, à cette utopie qui est de changer le monde, et d'une certaine manière de relier entre eux mes engagements dans diverses associations.

Parce que l'utopie commence très exactement là où on arrête d'agir.

Denis Murat

Passage à l'acte : récit d'expérience en terre hostile

Ici ce ne sont pas les mines qui ont fermé il y a plus de 40 ans, mais toutes les entreprises d'industrie lourde. Le territoire de Sambre-Avesnois qui a comme ville centre Maubeuge ne s'en est toujours pas remis tant économiquement que culturellement : aujourd'hui il est parmi les moins attractifs de France. Et si les entreprises ont fermé, le paternalisme, lui, a continué. Conséquence : la "remise de soi"⁽¹⁾ au délégué ou à l'élu, qu'il soit syndical ou politique, apparaît toujours comme le seul recours.

Celles et ceux qui s'en sont émancipés ont de réelles difficultés à convaincre leurs concitoyens que la résilience de notre territoire viendra d'abord de la leur. C'est tout de même le pari qu'ont fait une poignée de militant-e-s à Hautmont en 2014 au sortir des élections municipales.

Le maire de cette ville (15 000 habitants, 2ème du territoire en nombre d'habitants) y est plébiscité à chaque élection municipale depuis 1989. Sa méthode : « le marketing politique » comme il se plaît à la qualifier. Il lui suffit donc d'appuyer sur le bouton « émotions » et de faire sortir de terre de nouvelles constructions pour assurer son siège. Si bien que depuis 1989 aucune liste de gauche n'a réussi à passer le cap du second tour. Les principaux candidats de ces listes se sont épuisés. Suite aux municipales de mars 2014, la liste PS et sympathisants, arrivée pourtant seconde, n'a recueilli que 11 % des voix. C'en était trop (ou pas assez !). Les principaux acteurs de cette liste, qui tenaient à maintenir un dynamisme au sein de l'équipe, ont envisagé leur action au-delà des perspectives électorales afin de ne plus faire dépendre la réussite de leurs actions de celle aux élections. La projection d'un documentaire sur l'économie collaborative a fini de les convaincre que l'amélioration du « bien vivre » n'était pas conditionné par un accès au pouvoir. Au sein de cette équipe les idées d'Utopia infusaient depuis plus de 10 ans. Le canal historique d'Utopia Nord vient de ce bout de Nord. Lors des congrès socialistes la motion Utopia recueillait le tiers des suffrages dans la section d'Hautmont. Et aujourd'hui encore celles et ceux qui ne sont pas adhérents au mouvement ne sont pour autant pas hermétiques aux idées qu'il développe.

La méthode Utopienne qui garantit la convivialité au sein du groupe, la capacité à voir loin parce qu'indépendante du calendrier électoral, qui ne bride pas les porteurs « d'idées folles », a permis au groupe à s'autoriser à ...rêver.

Certains de ces rêves locaux se sont rapidement concrétisés :

- un journal qui sort en ce début d'année son 11ème numéro,
- une Amap qui en est à sa 3ème saison avec 40 familles adhérentes,
- un cycle de ciné-débats bimensuels,
- 2 débats : sur l'expérimentation « Zéro chômeur longue durée » et sur le revenu de Base,
- la création toute récente d'un groupement d'achats,
- et... à venir, la création d'une plateforme dans la perspective des municipales de 2020.

Elle aura pour but de faire des propositions qui assureront une cohérence à l'échelle du territoire. Elle sera diffusée sous forme de livret aux futurs candidats. L'acte 1 de cette initiative sera posé en mars 2018. Un digne représentant de notre mouvement viendra présenter notre ouvrage collectif sur les Communs. Cette politique du « faire » permet de diffuser l'idée qu'un autre modèle de vivre ensemble est faisable avant même qu'il soit souhaitable.

Jean

(1) Frédéric Sawicki chercheur en sciences politique à emprunté cette expression « remise de soi », à Pierre Bourdieu.

Artificialisation des sols : Dur à dire, facile à faire !

Si vous avez à vous battre contre, à convaincre autour de vous (et je vous y encourage fortement) « Artificialisation des sols » c'est vrai, c'est dur à dire, mais rassurez-vous, « bétonnisation » ça marche aussi. Alors utilisez le langage et les mots que vous sentez le mieux, qui vous sembleront les plus parlants et les plus efficaces pour arrêter le massacre. Car il s'agit bien de cela.

En France, entre 1960 et 2010, la surface agricole utile est passée de 36 à 28 millions d'hectares, soit une diminution de 54000 hectares par an entre 1982 et 1992, de 74000 ha entre 2006 et 2008 et de 86000 ha depuis. Un terrain de foot en moins toutes les 5 minutes, un département en moins tous les dix ans. Ça y est, on commence à visualiser.

Et il ne faut pas oublier les espaces verts et les zones boisées qui eux aussi passent régulièrement à la trappe.

Alors ça veut dire quoi tout ça ?

Qu'il faut accepter de vivre dans des espaces urbains et péri-urbains de plus en plus secs, irrespirables, en autonomie agricole catastrophique et rejetant les populations les moins aisées à des périphéries qui les éloignent de plus en plus des centres d'activité ?

A un moment où les voyants sociaux et environnementaux passent au rouge les uns après les autres et que néanmoins les politiques organisent à tour de bras sommets et rencontres au sommet, faut-il continuer à écouter parler les promoteurs d'Europacity et de la « réhabilitation » des Buttes Rouges, à voir voter des lois olympiques et paralympiques, à regarder se réduire comme peaux de chagrin les plaines de Montesson et le plateau de Saclay (et je compte bien sur nos amis des régions pour allonger la liste à l'infini).

Que faire ?

En quelques mots qui je l'espère ne sont pas trop réducteurs et simplistes : ne pas se contenter de lutter contre, mais agir pour et avec. Pour des projets de vie avant d'être des projets immobiliers (voir par exemple le projet CARMA sur le Triangle de Gonesse).

Et, dès l'embryon du début d'une envie de projet, et là je m'adresse aux élus, avec des habitants et des citoyens conscients, les yeux et les cerveaux ouverts à l'échange, à la réflexion et à des arbitrages nécessaires qui désormais iraient peut-être un peu dans leur sens, celui d'une qualité de vie tout simplement plus respectueuse de l'humain et de son environnement.

Laurent

Pour en savoir un peu plus :

Eric Hamelin / Olivier Razemon : « La tentation du bitume. »

Thierry Paquot : « L'urbanisme c'est notre affaire ! »

Frédéric Gilli : « Grand Paris : l'émergence d'une métropole. »

Liens utiles : <http://nonaeuropacity.com/>
<http://pub.and.co.free.fr/urgence-saclay/>

Utopia monde: Élargissons nos horizons

Ce titre fait référence à ce que pourrait être un feuillet d'informations, de périodicité mensuelle qui se propose de faire état des nouvelles et des analyses qui nous viennent d'autres horizons et que nous ne trouvons pas facilement dans nos différents médias.

Les sources d'information sont dans la plupart des cas des médias alternatifs tels que *Bastamag*, *alainet.org*, *Sin permiso*, *Intercoll.net*, *Bitácora*, *Mémoire des luttes*, *Nodal*, *Rebellion* et bien d'autres radios communautaires, sites web, journaux en ligne en français, en anglais, espagnol ou portugais.

Nous proposons à en mouvementS un exemple de ce que pourrait contenir ce feuillet :

Conférence mondiale des peuples sur la citoyenneté universelle

Intitulée « Pour un monde sans murs vers une citoyenneté universelle », elle s'est tenue à Tiquipaya, dans le département de Cochabamba, en Bolivie les 20 et 21 juin 2017.

En voici les principales conclusions :

les migrations constituent un fait si important dans l'histoire de l'humanité que l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme établit que toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat, qu'elle a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et d'y revenir à tout moment.

Selon ce principe accordé par la communauté internationale, personne n'est illégal de par sa condition migratoire, et tous les êtres humains sont des sujets de droit, quel que soit le lieu où ils se trouvent ou résident.

Au titre des asymétries croissantes et des inégalités qui caractérisent le capitalisme contemporain, une augmentation significative des migrations s'est produite, notamment la migration de la main d'œuvre du Sud vers le Nord.

Le phénomène migratoire est la conséquence de causes structurelles, parmi lesquelles se trouvent :

1. La mondialisation néolibérale, qui produit de grands contingents de personnes pauvres qui fuient leur pays à la recherche de travail ou de meilleures conditions de vie ;

2. La formidable concentration des richesses dans les pays du Nord et le renforcement des asymétries existantes entre les pays du Nord et du Sud qui en découle ;

3. L'augmentation des inégalités sociales ;

4. Les crises économiques, politiques, sociales et environnementales ;

5. La guerre et la violence entre les pays d'origine, provoquées par les intérêts géopolitiques des grandes puissances.

Nous considérons que les migrations participent aussi bien au développement social, culturel et économique de leurs pays d'origine que de celui qui les accueille. Les politiques menant à la discrimination des migrations constituent une régression honteuse des droits conquis par les peuples et reconnus par la communauté internationale.

À cette conférence ont participé environ 200 délégués des mouvements sociaux boliviens et 100 délégués des mouvements sociaux de chacun des pays sud-américains, 30 délégués des mouvements sociaux de chacun des pays d'Amérique centrale, d'Amérique du Nord et des Caraïbes et 10 délégués des mouvements sociaux

de chacun des pays d'Europe, d'Asie et d'Afrique. Des personnalités, des défenseurs des migrants, des académiciens, des juristes et des représentants des gouvernements progressistes étaient également présents.

Un Manifeste pour la Défense de la vie et de la paix dans le monde a été élaboré à la fin de cette réunion que vous trouverez dans l'adresse sous-mentionnée.

Des contacts en Bolivie -qui connaissent déjà Utopia- ont été pris pour connaître la suite des engagements pris, et ces informations vous seront ensuite transmises.

Pour en savoir plus :

<https://www.emboliviafrancia.fr/index.php/fr/actualites/bolivie/192-convocation-conference-mondiale-des-peuples-pour-un-monde-sans-murs-vers-une-citoyennete-universelle.html>

Les Salvadoriens aux États-Unis seront les prochains à être expulsés

11/01/2018 EE.UU - El Salvador Par Danica Jorden

L'administration Trump continue de jouer un jeu macabre avec la vie des immigrants. Après le controversé DACA, il a maintenant décidé d'annuler le statut de protection temporaire (TPS) dont jouissent les Salvadoriens.

Les Salvadoriens avec TPS perdront leur statut dans les 18 prochains mois, le 9 septembre 2019. La décision soudaine du gouvernement américain ajoute ainsi 200 000 personnes, facilement identifiables et localisables, qui vivent légalement depuis 20 ans, travaillant et payant leurs impôts aux États-Unis, et potentiellement aussi ses 193 000 enfants, citoyens américains, à la liste des «mauvais hommes», comme Donald Trump les appelait durant sa campagne présidentielle, et alimente ainsi la machine fédérale d'arrestation et de déportation.

Ces centaines de milliers de personnes vont s'ajouter aux quelque 60 000 haïtiens qui ont reçu le TPS en 2010, après le tremblement de terre catastrophique qui a détruit leur nation insulaire et a attiré l'attention du monde entier. Les Haïtiens avec TPS perdront leur statut en juillet 2019....

Pour en savoir plus :

Esp. <https://www.alainet.org/es/articulo/190280>

Anglais :

<https://www.alainet.org/en/articulo/190263>

Sur l'OMC

Les ministres du Commerce de 35 pays (sur les 164 membres que comprend l'OMC) ont participé à la onzième conférence ministérielle de l'OMC (CM11), qui s'est tenu du 10 au 13 décembre 2017 à Buenos Aires en Argentine.

Ce qu'on n'a pas dit dans la plupart des médias, est que parallèlement à cette réunion, les membres de plus de 300 organisations de la société civile de plus de 150 pays (syndicats, groupes environnementaux, organisations agricoles et paysannes, organismes de coopération et de développement et différents groupes d'intérêt public) ont organisé en même temps, un « Sommet des peuples ».

15/12/2017 : Conférence de l'OMC à Buenos Aires : un échec électrochoc – Franck Proust, Tokia Saïfi, Alain Cadec (PPE, Fr) - Press Office - Service de Presse Rue Wiertz 60 - B-1047 Bruxelles : <http://www.eppgroup.eu>

Sonia

« À Mandelieu- la- Napoule, je m'entretiens pour quelques jours d'université avec d'autres utopiens, du mouvement Utopia, quelques jours d'université d'été pour construire. Utopia est un mouvement d'éducation populaire associatif, des utopiens de tous âges, passionnés par le sens premier de la démocratie, les échanges vont bon train, des mots écrits, amendés, discutés, débattus, prennent place pour faire des phrases, qui font des petits livres, écrits d'une manière collective, ces manifestes parlent de démocratie, de justice, de paix, de frontière, d'égalité, d'humanisme, de la nature, d'un passeport universel, des droits, ceux bafoués par une pseudo république démocrate, deux mille adhérents, en France et dans d'autres pays, parfois lointains, Utopia est en lien avec d'autres collectifs, ces utopiens rêvent d'un monde, un monde meilleur, un monde humaniste, un monde du Buen Vivir, pour nos enfants du monde »...

Yves Gilois

Le voyage de ma mémoire (Page 222) - Ed. Paulo Ramand, 2017